

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Evergreen Garden Care France Sas (ex SCO

rue de Boussières
59330 Hautmont

Références : 2025_V3_262
Code AIOT : 0007002593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement Evergreen Garden Care France Sas (ex SCO implanté rue de Boussières 59330 Hautmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Evergreen Garden Care France Sas (ex SCO
- rue de Boussières 59330 Hautmont
- Code AIOT : 0007002593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site dispose d'une superficie de 5,18 ha répartie exclusivement en surfaces couvertes (1,96 ha) et en surfaces imperméabilisées (3,22 ha). Le site d'Hautmont est spécialisé dans la fabrication de terreaux : préparation des mélanges, ensachage et distribution. Les matières premières sont entreposées à l'extérieur des bâtiments et sont transportées de la zone de stockage jusqu'à l'entrée de la chaîne de production où toute la préparation est faite automatiquement. La production est conditionnée en sacs puis palettisée. Les palettes de produits sont ensuite récupérées en fin de chaîne de production avant expédition.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.1	Sans objet
2	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3	Sans objet
3	Connaissance des produits – Etiquetage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.3	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions des articles 4.1, 5.3, 3.3, 4.2, 2.7 de l'arrêté ministériel du 05/12/2016.

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les 60m3 sur deux heures sont bien fournis par la poteau incendie appartenant à la commune.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : En cas de stockage ou d'emploi de matières dangereuses et sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : Les produits stockés au sein de l'installation nécessitent l'intervention d'une équipe de première intervention munie de masques à respiration autonome (ou muni d'une cartouche d'oxygène ou ..).

<p>Lors de la précédente inspection du 05/11/2020 il avait été constaté que les EPI (masque de protection, lunettes, bouchons d'oreilles) mis à disposition sont conformes aux normes indiquées dans les Fiches de Données de Sécurité, cependant les cartouches des masques sont à remplacer, car leur date de péremption est dépassée depuis 2009.</p> <p>Maintenant il est constaté que les cartouches des masques de protection ont été remplacés (date de péremption fixée à 2029).</p> <p>Les équipements de protection individuel (autre que les équipements respiratoires précédemment évoqués) sont conservés à proximité du lieu d'utilisation et sont accessibles à tous les salariés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réseau de collecte et eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE s'il existe. Au préalable, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p> <p>« Objet du contrôle (pour les installations nouvelles) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ; - les eaux pluviales collectées sont traitées par un dispositif adéquat avant rejet. »
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 05/11/2020, il a été constaté que le plan des réseaux n'indiquait pas les réseaux d'assainissement existants.</p> <p>Lors de l'inspection du 21/08/2025, l'exploitant a présenté un plan du réseau de collecte à l'inspection. Le plan indique le réseau d'assainissement ainsi que l'ensemble du réseau. Les installations ne rejettent pas d'eau de process. Néanmoins, les eaux pluviales entraînent des matières végétales dans le réseau d'eaux pluviales avant leur traitement par un débourbeur-déshuileur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Connaissance des produits – Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection, sous forme de tableau, la liste des produits dangereux présent dans l'installation. Le tableau présente les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none">- nom du produit;- emplacement de stockage;- quantité stockée;- quantité maximum;- phrase de risque. L'inspection a procédé par sondage à la demande d'une fiche de données de sécurité (Axion). L'exploitant a su transmettre les fiches dans un délai satisfaisant pendant l'inspection. L'inspection constate que les produits sont clairement identifiés, les symboles de danger sont visibles, et les produits chimiques sont sous rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

« Objet du contrôle :

- présence des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- présence de plans des locaux, avec descriptions des dangers associés ;
- présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an. »

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'intervention de la société SAPIAN, en charge de la vérification des extincteurs. L'intervention a été effectuée le 20/11/2024 et a permis la vérification et la maintenance des 134 extincteurs du site.

Les extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Une alarme incendie reliée au prestataire SECURITAS permet d'alerter les services d'incendie et de secours.

Un poteau incendie, situé à moins de 200 mètres, appartenant à la commune est disponible à l'extérieur du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les capacités d'extinction prévues (60 m³

d'eau par heure, sur deux heures) sont bien fournies par le poteau incendie appartenant à la commune.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

« Objet du contrôle :

- justificatif du contrôle des installations électriques. »

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques du site. L'intervention a été réalisé par le prestataire SOCOTEC du 28/01/2025 au 31/01/2025. Le contrôle a été effectué avec la présence d'un technicien salarié du site.

Le rapport de vérification indique que le réseau électrique ne présente pas de défaut.

Type de suites proposées : Sans suite